

# « DE LA PROPAGANDE COLONIALE

Elikia M'Bokolo (EHESS), nous livre son avis sur la version de l'histoire coloniale belge exposée dans le nouveau programme d'enseignement de la Communauté française. Il estime que l'enseignement imposé par ce programme serait « très grave par rapport à la création du lien social en Belgique ».

Interview réalisée par Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

**R**endre l'enseignement de l'histoire coloniale belge obligatoire dans le secondaire ? Cette revendication du Collectif Mémoire Coloniale et Lutte Contre les Discriminations, actif en Belgique (1) est devenue une réalité, du moins dans notre enseignement technique et professionnel. En effet, la Communauté française Wallonie-Bruxelles a adopté, en 2014, de nouveaux « référentiels de compétences terminales et savoirs communs », notamment en histoire et en géographie pour ce type d'enseignement. Ceux-ci constituent désormais un prescrit minimal s'imposant aux programmes de l'ensemble des réseaux d'enseignement (2).

La volonté politique affichée lors de l'adoption de ces référentiels ? Que ceux-ci soient « plus précis, plus concrets, plus lisibles en termes de continuité, de finalités ». Pour la première fois, la colonisation et l'indépendance du Congo sont devenus des matières obligatoires pour tous les élèves du type d'enseignement concerné, mais ces référentiels ont également prévu que cette étude soit obligatoirement abordée à la lumière des concepts de « migration » et de « développement ». Dans un second temps, en 2015, la Communauté française a adopté son nouveau programme (3) pour son propre réseau (athénées), en application de ce référentiel. Ce programme prévoit qu'au sein du

nomie aux professeurs du secondaire pour l'élaboration de leurs cours. Il est entré en application en 2017. Elikia M'Bokolo est directeur d'études à l'école des Hautes Etudes en Sciences sociales (EHESS) de Paris, Professeur d'histoire à l'Université de Kinshasa, Président du Comité scientifique de l'Histoire générale de l'Afrique (Unesco). Il est également le Coordinateur scientifique de l'exposition « Notre Congo – Onze Congo, La propagande coloniale belge dévoilée » initiée par CEC-ONG. Il livre à *Ensemble !* sa lecture critique des angles d'approche et du contenu de ce programme, y repérant une « erreur totale de perspective », des « lacunes et des manquements » et un « négationnisme » par rapport aux crimes coloniaux.

***Ensemble !*: La Communauté française Wallonie-Bruxelles a accordé une large place à l'enseignement de la colonisation du Congo dans le nouveau programme de son enseignement secondaire technique et professionnel. Quelle appréciation portez-vous sur le contenu de ce programme ?**

Je me réjouis que ce programme donne une place significative à l'étude de l'histoire de la colonisation belge et du Congo. C'est, de ce point de vue, un progrès par rapport à la situation antérieure, qui permettait aux enseignants de faire l'impasse sur ces sujets, en choisissant d'aborder plutôt la colonisation de l'Inde ou de l'Amérique latine... Cependant, ce programme prétend utiliser l'histoire pour éclairer les problèmes actuels, et il s'agit là d'un prisme déformant. Ainsi, le choix que fait ce programme d'étudier la colonisation belge du Congo en partant du concept de « migration » est une erreur totale de perspective. Au moment où Léopold II commence à s'intéresser à l'Afrique, l'ouvrage qui fait fureur dans toute l'Europe, et qu'il a certainement lu, est le livre de Paul Leroy-Beaulieu *De la colonisation chez les peuples modernes* (1874). La thèse de cet auteur libéral français est que la colonisation ancienne, comme celle de l'Amérique du Nord, est une colonisation par des hommes qui émigrent, mais que la « colonisation moderne », qui se met alors en place, est d'une toute autre nature, c'est une colonisation par les capitaux et le capitalisme.

Or, c'est bien de ça qu'il s'agit au Congo. Selon les chiffres cités par ce programme de la Communauté française, environ 3,500 Européens se trouvaient au Congo avant la Première Guerre mondiale. Cela repré-

**Qui colonise le Congo ? Léopold II, entouré de grands capitalistes, c'est-à-dire l'Etat, à travers le déploiement de soldats. Il s'agit d'une colonisation politique, fondée sur l'utilisation maximale de la violence.**

curus d'histoire de quatrième année de son enseignement technique et professionnel, environ treize heures soient dédiées à « la colonisation, la décolonisation » à travers l'étude des « relations entre colons et colonisés au Congo belge » et celle du « développement du Congo et de l'Afrique centrale de 1885 à aujourd'hui ». Ce programme tranche également par son caractère détaillé, qui est inédit, et qui laisse donc moins d'auto-

# LE SOUS LA FORME DE SAVOIR ENSEIGNÉ ! »



## Oeuvre civilisatrice : salut au drapeau.

Chromo, sans date, in exposition « Notre Congo/Onze Kongo », CEC ONG.

« Chaque matin, la journée commençait par le salut au drapeau belge suivi de l'appel des hommes adultes et valides du village puis la répartition des tâches quotidiennes, toutes d'utilité publique (entretien des routes, des ponts, travaux d'hygiène, etc.). »

(SEPTEMBRE 1941, VILLAGE DE SANDA), J.-M. DOMONT, UN TERRITORIAL AU PAYS DES SÈCTES POLITICO-RELIGIEUSES DU BAS-CONGO PENDANT LES ANNÉES 1939-1945, ACADEMIE ROYALE DES SCIENCES D'OUTRE-MER, 1988, P. 124.

sente, pendant ces trente premières années de colonisation, une immigration de 116 Européens par an. Ce qui se joue durant cette première colonisation, ce n'est donc pas essentiellement un mouvement migratoire. Qui colonise le Congo ? Léopold II, entouré de grands capitalistes, c'est-à-dire l'Etat, à travers le déploiement de soldats. Il s'agit d'une colonisation politique, fondée sur l'utilisation maximale de la violence. Cet exercice de la violence n'est pas imputable à une cruauté intrinsèque des colons. Mais ceux-ci arrivent dans un endroit où les populations ont leurs modes de vie propres, leurs manières d'être, leur économie, leurs productions, leurs échanges commerciaux... Ces colons sont là pour leur imposer de faire du jour au lendemain tout autre chose, de cueillir le caoutchouc, de rechercher l'ivoire... Evidemment, les populations s'y refusent. La coercition est donc intimement liée au fait que Léopold II veut coloniser, alors que les Belges n'émigrent pas et qu'on veut faire de l'argent.

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, il y a entre 10.000 à 15.000 Belges et Européens au Congo, dont la superficie est de plus d'un million deux cent mille kilomètres carrés. Au moment de l'indépendance, il n'y a toujours que 90.000 Européens au Congo, Belges compris, pour quatorze millions de Congolais. La colonisation belge du Congo n'est donc pas une histoire de migration. Ce qui fait fonctionner le Congo belge, c'est l'Etat et, à partir de 1906, les grandes compagnies capi-

talistes, qui se développeront pleinement dès 1920. La colonisation belge du Congo, c'est donc la caricature du « colonialisme moderne » décrit à l'époque par Leroy-Beaulieu, puis par Rosa Luxembourg, Lénine et beaucoup d'autres, c'est-à-dire le capitalisme florissant qui s'empare de territoires. Dans leur excellent livre *Les trusts au Congo*, publié en 1961, Rosine Lewin et Pierre Joye ont démontré que la Belgique a pleinement accompli au Congo le programme de colonisation « moderne », avec une banque, la Société générale, qui détient 65 % des capitaux coloniaux. Ce n'est pas la population belge qui a colonisé le Congo, c'est la So-

**La colonisation n'est pas le fait d'individus isolés : c'est un système qui opère, et c'est cela qu'il faut comprendre.**

ciété générale et la famille royale qui l'ont fait, plus des missionnaires que l'on a envoyé évangéliser. Mettre en avant la question de la migration, c'est une erreur complète et c'est faire endosser aux colons la responsabilité des grandes compagnies capitalistes et de l'Etat qui ont organisé l'exploitation du Congo. On ne peut rien comprendre à la colonisation du Congo sans y reconnaître le rôle central joué par l'Union minière du Haut Katanga ainsi que par les banques belges et internationales. Ce programme verse dans un psychologisme de bas étage lorsqu'il impute l'exploitation à « la recherche du profit et au sentiment de supériorité des Européens empreint de racisme » (*sic*). La colonisation n'est pas le fait d'individus isolés, c'est un système qui opère et c'est ça qu'il faut comprendre.

L'angle choisi par ce programme pour aborder la colonisation belge du Congo en biaise fondamentalement la lecture. Ce n'est pas une erreur, c'est une faute. A tout le moins, c'est une interprétation fallacieuse. A cela s'ajoutent toute une série de fautes ponctuelles, ainsi que beaucoup de lacunes et de manquements. Ainsi, le programme indique que les « chefs de tribus » (*sic*) « cèdent » leurs terres à Léopold II. Il ne s'agit pourtant pas de « tribus », mais de véritables Etats que le colonisateur a rencontrés et démantelés. Par ailleurs, est-ce que, dans un système africain, un chef a le droit de donner des terres ? Non, la terre appartient à tout le monde et ne peut être aliénée. Les quelques rares chefs qui ont refusé ces accaparations des terres ont été purement et simplement exécutés par le pouvoir colonial. Le meilleur exemple en est M'Siri au Katanga. Ce qui n'est pas par un hasard, puisqu'on savait déjà que le Katanga produisait du cuivre, sous forme de croissettes ↗

⇒ et que les Européens recherchaient ce métal pour développer, entre autres, leur réseau électrique.

**L'autre concept imposé par le programme pour aborder la colonisation belge du Congo est celui du « développement ». Jugez-vous ce choix plus pertinent ?**

L'historien Joseph Ki-Zerbo disait à cet égard : « On ne développe pas, on se développe. » Le concept de développement apparaît dans le vocabulaire politique et économique après la Seconde Guerre mondiale, sous la houlette du président américain Truman, dans le contexte de ce qui est déjà la guerre froide. On dira alors aux peuples colonisés : « On ne va plus faire de

preuve en est que lorsque le Gouvernement belge veut protester contre les dirigeants du Congo il gèle leurs avoirs.

Le choix qui est fait par le programme d'imposer aux professeurs d'enseigner l'histoire de la colonisation belge seulement à partir des concepts de migration et de développement, tandis que l'histoire européenne est également abordée, par exemple, à la lumière des concepts de démocratie et d'autoritarisme, pose question. C'est comme s'il était entendu que les concepts de « démocratie » et de « droits de l'homme » n'étaient pas applicables pour lire la colonisation et l'histoire du Congo.

## **Le néocolonialisme est le vrai nom du « sous-développement », et c'est le vrai nom de la situation du Congo aujourd'hui.**

colonisation, on va faire du développement. » Quand on parle de « développement », on évoque immédiatement le « sous-développement ». On ne leur dit donc plus désormais « Vous êtes colonisés », mais « Vous êtes sous-développés et nous allons vous donner le développement ». La Belgique s'inscrit dans ce mouvement à travers l'adoption, en 1949, d'un « Plan décennal pour le développement économique et social du Congo belge ». Le programme fait un anachronisme patent en utilisant la problématique du développement pour la compréhension de la situation d'avant la Seconde Guerre mondiale, en la faisant remonter à l'origine de la colonisation. Ça ne tient pas du tout.

Quant à la structure de l'économie congolaise, elle n'a pas beaucoup changé jusqu'à Mobutu. Lorsqu'il décide que le Congo doit « reprendre en main son économie », il tape sur le petit capitalisme européen, notamment portugais, mais tout le reste ne change guère. Il est étonnant qu'un concept comme celui de « néocolonialisme » n'apparaisse pas dans cette partie du programme qui prétend traiter du développement du Congo jusqu'à aujourd'hui. C'est sous cette dénomination que l'analyse africaine de l'époque des indépendances a été exprimée par Kwame Nkrumah dans son livre *Le néocolonialisme, dernier stade de l'impérialisme* (1965). Le néo-colonialisme est le vrai nom du « sous-développement », et c'est le vrai nom de la situation du Congo aujourd'hui, même si ce ne sont plus seulement les Belges mais une autre forme du capitalisme mondialisé qui domine aujourd'hui l'économie du Congo. Au Congo, il n'y a pas d'entrepreneurs. Pourquoi ? Parce que le capitalisme étranger les a tués dans l'œuf, qu'il les empêche aujourd'hui d'émerger et dispose dans la bureaucratie de l'Etat congolais d'un partenaire très facilement corrompible. Ce capitalisme étranger n'a donc aujourd'hui pas intérêt à ce qu'il y ait un processus démocratique au Congo, car alors les élus légitimes du peuple feraient entendre leur voix sur le fonctionnement de l'économie. On verrait qui donne quoi à qui, où va l'argent et où il se trouve. Une bonne partie de cet argent se trouve en Belgique. La

**Au-delà de la façon générale dont le programme aborde la colonisation belge du Congo, n'y a-t-il pas d'autres éléments de contenu de ce programme qui sont problématiques ?**

En effet, lorsque le programme évoque les « exactions » ou les « abus » pour parler des mains coupées de la période léopoldienne, il sous-entend par l'emploi de ces termes qu'il s'agit de dérapages dans un système qui globalement fonctionne bien. Ce programme d'histoire convient qu'avant les révolutions nationales et libérales du début du XIXe siècle, en Europe, le modèle d'Etat existant était despotique. Il est interpellant qu'il ne reconnaisse pas qu'il y ait eu des despotismes ailleurs. Or, l'Etat colonial est par définition un état despotique, puisqu'il ne reconnaît pas les habitants en tant que citoyens mais seulement en tant qu'« indigènes », « sujets » dépourvus de droits essentiels. L'Etat peut donc en faire ce qu'il veut. Il peut leur arracher leurs terres, il peut les déporter d'un endroit à l'autre, il peut les forcer à travailler... Il ne s'agit donc pas d'« abus » ou d'« exactions », mais c'est le fonctionnement normal de l'Etat colonial. L'Etat colonial n'est même pas l'Etat d'ancien régime européen, car dans celui-ci le roi n'est pas le maître absolu. Tandis que l'Etat colonial créé au Congo se situe dans le prolongement du modèle d'Etat qui a été mis en place trois siècles auparavant sur le continent américain. Il voit le jour sur un territoire qui n'a aucune historicité commune. Pour que cet Etat tienne, et par exemple la frontière entre le Congo et l'Angola, il faut une coercition extrêmement violente, parce que des Etats préexistants débordaient de part et d'autre de la frontière. Un certain nombre d'historiens et de philosophes, comme par exemple Hannah Arendt, pointent les rapports entre l'avènement de ce type d'Etat colonial dictatorial, super puissant et qui ne rend de compte à personne, et l'émergence ultérieure du nazisme. Quand le programme de la Communauté française écrit que les entreprises minières « attirent la main-d'œuvre par des avantages comme les cantines, les dispensaires et hôpitaux, les écoles pour les enfants » (*sic*), c'est de la mythologie, c'est de la propagande ! Ce qui est mis en place est un système concentrationnaire pour la main-d'œuvre, dans lequel on déplace les travailleurs, on les enferme pour les faire produire et on leur concède des choses d'une façon paternaliste, pour qu'ils soient reconnaissants envers le maître.

Il y a aussi un problème quant aux sources historiques sur lesquelles s'appuie ce programme. Il fait comme si les Congolais ne pensaient pas, ne voyaient pas, ne réagissaient pas. Or nous avons, par exemple, des



### 1938. Enfants – savon.

La civilisation en marche : Couverture de presse, *Le Patriote Illustré*, 1938, in exposition « Notre Congo/Onze Kongo », CEC ONG

« *Frimousses noires et savon blanc : deux petits protégés des missions congolaises à l'heure des ablutions. Un économiste n'a-t-il pas dit que le degré de civilisation d'un peuple est en proportion de la quantité de savon qu'il consomme ?* » Dans les années 1950, l'utilisation du savon sera un des critères pour l'octroi à des Congolais du statut d'« évolué ».

captations cinématographiques coloniales de la Force publique où l'on entend les soldats congolais entonner des chants qui remontent à l'époque de l'Etat indépendant du Congo (ndlr : de 1885 à 1908) qui disent en lingala « Sanlongo aime le travail, nous sommes devenus les esclaves des Blancs, les Blancs sont en train de nous maltraiter ». Ça signifie que la population subit avec la colonisation une situation nouvelle qu'elle assimile à de l'esclavagisme. Ça n'a pas beaucoup changé jusqu'au milieu des années 1950.

Les Congolais ne restent pas passifs face à cette situation. Il y a des révoltes qui se produisent. Mais le programme n'en dit pas un mot. Il y a des révoltes localisées, qui ont été facilement réprimées par le pouvoir colonial, et puis il y a des mouvements de plus en plus importants, des mouvements populaires, par exemple au Bas-Congo en 1921. A ce moment, quelqu'un comme Simon Kimbangu dit : « La religion, on veut bien. Mais pas la vôtre, parce que la vôtre est associée au Diable. » Le Diable, c'est l'Etat. Kimbangu explique alors qu'il a reçu un message divin selon lequel : « Un jour, le Blanc sera noir et le Noir sera blanc. » Ce qui

veut dire, en clair, qu'un jour la colonisation va se terminer.

En 1931, une véritable insurrection populaire armée éclate chez les Pende, qui est une des plus grandes insurrections paysannes africaines de l'entre-deux guerres. Le même phénomène de mouvements divers de résistances et de révoltes contre un Etat despotique qui s'est produit en Europe se produit sous la colonisation au Congo. Si on ne perçoit pas ça, on va interpréter les mouvements démocratiques en Afrique et au Congo en niant qu'ils viennent de l'intérieur. Les rébellions de Mulele de 1963 s'inscrivent dans la suite logique de celle de 1931. La guerre dite de libération de Laurent Désiré Kabila est la suite des rébellions des années 1960. Et si, demain, il y a une autre révolution, je pense qu'elle ne sera pas enracinée dans les villes, beaucoup plus quadrillées par le pouvoir, mais probablement dans les zones rurales, où il y a une tradition locale de résistance. Notez par ailleurs que, contrairement à ce que prétend le programme, ce n'est pas une

**L'approche développée par le programme d'histoire de la Communauté française ne permettra ni aux jeunes de comprendre les situations de coexistences de populations d'origines diverses en Europe, ni ce qui se passe aujourd'hui en Afrique.**

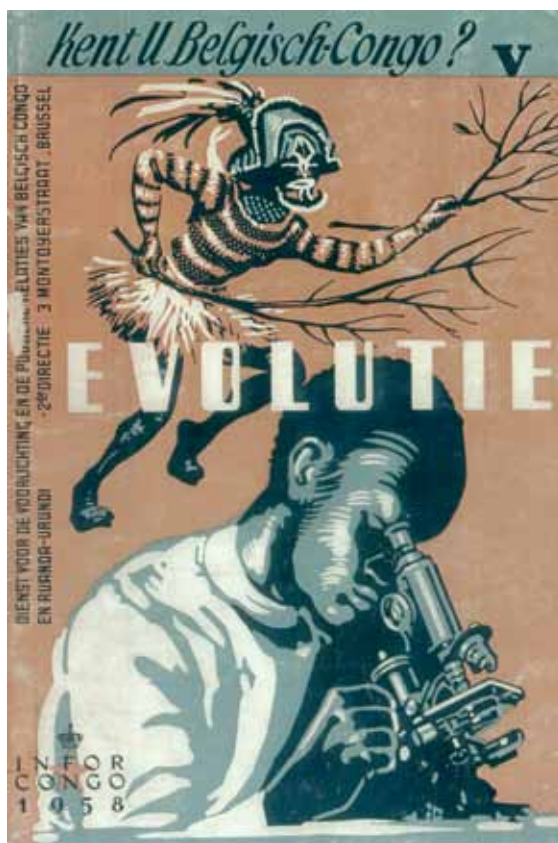
« élite » d'« évolués » qui arrachent l'indépendance. Kimbangu était un paysan. En 1959, il n'y pas une seule personne de l'« élite » qui soit morte pour l'indépendance. Ceux qui sont morts sont tous de pauvres « ploucs ».

L'approche développée par le programme d'histoire de la Communauté française ne permettra ni aux jeunes de comprendre les situations de coexistence de populations d'origines diverses en Europe, ce qui est à mon avis une question contemporaine, ni ce qui se passe aujourd'hui en Afrique. Par ailleurs, la bibliographie que le programme recommande aux enseignants est particulièrement indigente. Aucun des grands livres sur l'histoire de la colonisation et du Congo n'y est cité.

**Le programme qualifie en passant de « diminution de la population durant la période léopoldienne » (sic) la dépopulation de plusieurs millions de personnes qui s'est produite dans la première phase du régime colonial. Il indique par ailleurs qu'après l'indépendance « le pouvoir tombe aux mains d'un dictateur : le général Mobutu » (sic), sans mentionner ni Lumumba ni les responsabilités des autorités belges dans le coup d'Etat... Est-ce que cela vous choque ?**

La population a tellement « baissé » durant une première période qu'à l'époque beaucoup de gens, des Italiens, des Anglais, des Français, des Américains parlent de génocide, sans encore utiliser le mot, qui date de la Seconde Guerre mondiale. Dès 1890, l'Américain ↗





1958. *Evolutie* : Couverture de brochure, Inforcongo, 1958, in exposition « Notre Congo/Onze Kongo », CEC ONG

Brochure publiée à l'occasion de l'Exposition universelle 58 par l'Office de l'information et des relations publiques de la colonie. E. Vincke : « Les doctrines des géographes scolaires dérivent de deux options principales, l'évolutionnisme social et le biofatalisme. La première postule que les sociétés humaines progressent toutes le long d'une échelle morale et technique mais que certaines se sont arrêtées en chemin. »

⇒ George Washington Williams utilise pour qualifier ce qui s'y passe l'expression « crimes contre le genre humain ». Nous avons à Mbandaka des sources écrites qui évoquent cette dépopulation tragique. Il faut comprendre de quoi parlent les caricatures qui, environ de 1895 à 1920, évoquent les pendants, les villages abandonnés... c'est un système qui continue à se produire jusqu'au début des années 30. Quand les industries se mettent en place, le besoin colonial de main-d'œuvre s'accroît, mais la nature de l'Etat ne change pas. C'est un Etat qui repose sur la force, sur son appareil juridique et militaire, ainsi que sur un régime de ségrégation, qui vont demeurer au Congo jusqu'à l'indépendance. Comme le programme ne dit pas ça, il interdit de comprendre le phénomène Lumumba, qu'il ignore même purement et simplement, et notamment la lecture que celui-ci fait de la colonisation dans le discours qu'il prononce en tant que Premier ministre élu en juin 1960, à l'occasion de la proclamation de l'Indépendance. Il interdit de de comprendre pourquoi Lumumba a été assassiné et quelles sont les responsabilités des colonisateurs dans ce crime. Ça me paraît très grave.

Au Congo, nous sommes nombreux à introduire les

élèves à une lecture de la colonisation à partir d'une comparaison entre, d'une part, les discours de Léopold II, ou bien celui du Roi Baudouin du 30 juin 1960, et d'autre part le discours prononcé le même jour par le Premier ministre Lumumba. Nous leur montrons par ailleurs les réalités, les chiffres de salaires de l'époque... et nous leur demandons, quel discours décrit le mieux la situation. Nonante pour cent des élèves reconnaissent que c'est Lumumba qui disait justement les choses. Beaucoup reconnaissent également que ce qu'il dénonçait est toujours à l'œuvre aujourd'hui : des entreprises belges issues de la colonisation qui continuent d'opérer, d'autres entreprises utilisent les méthodes de la colonisation, confisquent des terres soi-disant « données » par l'Etat ou par les villages, mobilisent de la main-d'œuvre forcée... Pour ce qui est de Mobutu, il y a maintenant des biographies et des sources belges qui le décrivent (4). Il ne tombe pas du ciel et le pouvoir ne « tombe » pas dans ses mains par hasard. Il est issu de la Force publique, c'est-à-dire du système de violence coloniale, et a été travaillé par les services secrets belges. Derrière la mise à l'écart de Lumumba, son assassinat et la prise de pouvoir de Mobutu de 1961, il y a les services secrets belges, ceux des USA et de l'Otan. Mobutu est un produit du système colonial. Il est amusant de comparer des photos de Mobutu et de Baudouin en 1960-1963 : leurs coiffures, leurs costumes, leurs lunettes... C'est blanc-bonnet et bonnet-blanc ! Une commission d'enquête parlementaire belge a explicitement reconnu la « responsabilité morale » d'autorités belges dans l'assassinat de Lumumba, mais le programme n'en dit rien.

### Comment qualifieriez-vous la vision de l'histoire de la colonisation belge dont ce programme prévoit l'enseignement ? Cécité ? Mensonge historique ? Histoire négationniste ?

Ce n'est pas de l'ignorance, c'est autre chose. Ce sont des images d'Epinal, c'est de la propagande coloniale qui continue de produire des effets sous la forme d'un savoir constitué et enseigné. Je pense que cette vision de la colonisation belge relève du négationnisme. C'est très en-deçà de ce que les sources et la recherche disent aujourd'hui. L'absence de référence à Lumumba, c'est clair que c'est du négationnisme. Ceux qui ont écrit le programme, ceux qui l'ont relu, ceux qui l'ont adopté ne s'en rendent peut-être pas compte. La colonisation allemande a été au moins aussi criminelle que la colonisation léopoldienne mais, à la différence des Belges, les Allemands l'ont reconnu. Par rapport à la création du lien social en Belgique, c'est quelque chose qui est très grave. Je n'imagine pas qu'aujourd'hui, en 2017, des professeurs d'histoire enseignent ce programme en Belgique. □

(1) [www.memoirecoloniale.be](http://www.memoirecoloniale.be)

(2) Arrêté du gouvernement de la CFWB du 16-01-2014 publié au M.B. 17-04-2014 (annexe V), « confirmé » par décret du 4/12/2014.

(3) Administration générale de l'Enseignement. Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie Bruxelles. Programme d'études – Histoire – Enseignement secondaire ordinaire – Humanité professionnelles et techniques, 2e et 3e degrés. 466/2015/240. Notamment disponible sur [www.enseignement.be](http://www.enseignement.be)